Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

255 | Juillet-Septembre 2011
Conflits en Afrique

Rigidités et « glocalisation » : un regard anthropologique sur la crise malgache (2009-2011)

Didier Galibert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6325>

DOI : 10.4000/com.6325

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 413-426

ISBN : 978-2-86781-697-0

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Didier Galibert, « Rigidités et « glocalisation » : un regard anthropologique sur la crise malgache (2009-2011) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 255 | Juillet-Septembre 2011, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6325> ; DOI : 10.4000/com.6325

Rigidités et « glocalisation » : un regard anthropologique sur la crise malgache (2009-2011)

Didier GALIBERT¹

Ce bref état des lieux se propose de formuler quelques observations concernant le paroxysme d'instabilité politique que le langage des médias et de la blogosphère appelle la « crise malgache », bien que cet imbroglio, associé à une nouvelle cassure de la croissance (Banque mondiale, 2010, p. 2 ; Larbuisson, 2010, p. 13 et 15)², dure depuis près de trois ans. Associée à un mouvement populaire essentiellement tananarivien, la mutinerie ayant entraîné le 17 mars 2009 l'éviction du président élu, Marc Ravalomanana, se noue à partir de décembre 2008 (Galibert, 2009a, p. 139-151). Elle suscite des tractations nationales concomitantes de plus d'une trentaine de missions de médiation internationale associant les bailleurs de fonds occidentaux et l'ensemble des organisations intergouvernementales africaines à vocation régionale ou continentale, sans succès jusqu'en juin 2011.

On questionnera tout d'abord la figure centrale de l'homme providentiel, remplaçant celle-ci dans un temps historique transversal par rapport au moment colonial et constituant un facteur d'originalité par rapport aux régimes militaires de l'Afrique subsaharienne, antérieurs aux transitions démocratiques des années 1990. La crise de 2009-2011 n'apparaît pas comme un épisode isolé. Elle s'inscrit dans une tendance lourde de l'exercice du pouvoir à Madagascar, confrontée à des mutations dictées par l'intrusion de la modernité occidentale et la globalisation des échanges. L'analyse doit être interdisciplinaire, parce que la mobilisation populaire ayant permis l'installation au pouvoir

¹ UMR 5115 LAM « Les Afriques dans le monde », Sciences Po Bordeaux ; mél : dgalibert@wanadoo.fr

² Selon les autorités portuaires, le trafic de Toamasina (Tamatave) a baissé de 25 à 30 % entre 2008 et 2010. Les pertes dans le bassin de l'emploi formel d'Antananarivo varient de 70 000 à 200 000, selon les sources.

d'Andry Rajoelina, dit « TGV », s'inscrit dans un système temporel et spatial multiscalaire³. Le pouvoir présidentiel reste jusqu'à ce jour mal détaché de la mémoire symbolique des monarchies traditionnelles, bien antérieures à une colonisation n'ayant duré qu'un peu plus d'une soixantaine d'années. Dans un deuxième temps, on évoquera l'imbrication du temps long et du temps court. La crise s'inscrit dans un processus nouveau de désinstitutionnalisation générale de la société, créant le risque d'un basculement de l'État malgache dans la catégorie des États fragiles, sans réelle capacité de polarisation de leur territoire. Dans un troisième temps, il s'agira d'examiner la réalité et les limites de l'hypothèse d'une reconfiguration géopolitique du Sud-ouest de l'océan Indien, caractérisée par la dilatation maritime d'une Afrique australe polarisée par l'Afrique du Sud. Les élites politiques du Mozambique, soucieuses de rééquilibrage par rapport à leur puissant voisin, jouent depuis 2009⁴ un rôle de médiation opiniâtre mais difficile. L'instabilité malgache actuelle peut aussi être lue comme la mise en réseau conflictuelle d'une périphérie insulaire par une aire continentale en expansion.

I - La figure centrale de l'homme providentiel

La pérennisation du pouvoir d'Andry Rajoelina s'inscrit dans une logique générale de l'histoire postcoloniale du politique à Madagascar. À l'exception de la transition démocratique de 1991-1993, très encadrée par les principales Églises chrétiennes regroupées au sein du FFKM⁵, les changements de régime sont caractérisés par une mobilisation de la rue initiée dans la capitale et diversement relayée dans les villes de province. Ce mécontentement nourrit la prolifération de cénacles de réflexion et, du moins à partir de ladite transition démocratique, de plusieurs dizaines de partis politiques correspondant majoritairement à un seul notable enraciné dans un terroir. De cette éruption populaire nourrissant un rhizome (Bayard, 2006, p. 272)⁶ aux contours

3 La « glocalisation » du politique s'intensifie à Madagascar dès la fin des années 1980, d'abord sous l'impulsion des réseaux ecclésiaux. Elle explose avec la mondialisation médiatique et avec la révolution de l'Internet, qui multiplie les interactions entre la société urbaine et les réseaux diasporiques. Sur la « glocalisation » de la territorialité politique, voir Claval, 2010, p. 376 sq.

4 La SADC (*Southern Africa Development Community*) envoie une première mission de médiation en février 2009. À l'initiative du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine (UA), un Groupe international de contact (GIC) est formé le 16 avril 2009 (Organisation internationale de la Francophonie (OIF), SADC, UA, Organisation des Nations Unies (ONU)) et il décide la création d'une équipe conjointe de médiation (ECM). L'ex-président mozambicain Joaquim Chissano est nommé représentant de la SADC au sein de l'ECM le 21 juin 2009. Il assure de fait le *leadership* de cette dernière.

5 *Fiombonan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara* : Conseil des Églises chrétiennes à Madagascar.

6 J.-F. Bayart : En définitive, l'État postcolonial vit comme un rhizome, plutôt que comme un ensemble radiculaire. [...] Il est une multitude protéiforme de réseaux dont les tiges souterraines relient des points épars de la société.

mal discernables surgit toujours un homme providentiel revêtant les habits démocratiques de la fonction présidentielle, tout en endossant l'héritage symbolique d'une monarchie sacrée⁷ bien antérieure à la colonisation.

Toutefois, le renversement du président Marc Ravalomanana⁸ ne constitue pas une simple répétition de la « deuxième indépendance » de mai 1972⁹ ou de la guerre civile de faible intensité lui ayant permis de l'emporter sur Didier Ratsiraka entre janvier et juillet 2002, à l'issue de l'élection controversée du 16 décembre 2001. Andry Rajoelina ne conserve de cette profonde sacralité du pouvoir qu'un certain nombre d'apparences, apparaissant comme des survivances ou comme des manipulations sans lendemain¹⁰. Son répertoire politique de prédilection est de l'ordre de la politique-spectacle et de la distribution impromptue et ostentatoire, en conformité avec un recul du travail de fondation de la citoyenneté entrepris à partir de la fin des années 1980 par les Églises et les Organisations non gouvernementales (ONG) civiques qu'elles suscitent largement. Les signes de ce délitement du contrat social encore en chantier s'accumulent dès le début du second mandat de Marc Ravalomanana en 2007¹¹, alors même que rien ne paraît pouvoir atteindre le président. Le profil de Andry Rajoelina constitue la signature de cette fluidité grandissante du pouvoir, telle que l'entend la science politique dans son analyse des politiques publiques. Il n'y a plus ni cursus personnel de référence pour l'exercice du pouvoir¹², ni agenda politique stabilisé à moyen terme¹³, ni reconnaissance internationale de l'État¹⁴.

7 Pour une approche étendue de cette anthropologie politique d'un syncrétisme entre la cure d'âmes, le salut public et les conditions traditionnelles de l'exercice du pouvoir politique, voir Galibert, 2009b, p. 445-481.

8 Le 17 mars 2009, le président Marc Ravalomanana remet ses pouvoirs à un directoire militaire, lequel les transfère le même jour à Andry Rajoelina. Celui-ci s'est proclamé chef de l'exécutif lors d'un meeting tenu à Antananarivo le 31 janvier, avec le titre de président de la « Haute autorité de la transition » (HAT).

9 Le président Philibert Tsiranana, fondateur de l'État postcolonial, avait remis les pleins pouvoirs au chef d'état-major général de l'armée, le général Gabriel Ramanantsoa, le 18 mai 1972.

10 On peut citer le rôle joué par les paroissiens de l'une des Églises de la mouvance pentecôtiste dans l'animation des meetings de janvier et février 2009, ainsi que la procession officielle organisée le 11 décembre 2010 de l'ancien *Rova* / Palais royal jusqu'à l'Hôtel de Ville réhabilité par le nouveau pouvoir, en prélude à une fête associant l'inauguration du bâtiment et la promulgation de la nouvelle Constitution.

11 Sur le recul du consensus au sein du FFKM et la montée des pratiques présidentielles autoritaires et contraires aux critères de gouvernance des bailleurs de fonds, voir : Vivier, 2007, p. 107-119.

12 Comme son prédécesseur, Andry Rajoelina est dépourvu de formation universitaire. Il se fait connaître comme organisateur de soirées dansantes puis de spectacles de variétés, avant d'entreprendre une carrière de chef d'entreprise dans la publicité et les médias. Il est élu maire d'Antananarivo le 12 décembre 2007.

13 Sur les variations incessantes du calendrier électoral encadrant la transition vers une quatrième République, voir : Larbuisson, 2010a, p. 8 *sq.* ; Larbuisson 2010b, p. 16-24.

14 Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA et la SADC condamnent ce changement de pouvoir non constitutionnel le 19 mars 2009, suivis par l'Union européenne et les États-Unis. Le président Nicolas Sarkozy s'aligne rapidement sur la position internationale. Voir : Larbuisson, 2010a, p. 6.

À Madagascar, l'autoritarisme présidentiel possède une assise historique plus profonde que celle du prétorianisme (Gazibo et Thiriot, 2009, p. 34-37) et de l'arbitraire administratif (Darbon et Crouzel, 2009, p. 71-101) fréquents en Afrique subsaharienne. Ses effets concrets rapprochent cependant largement la vie politique malgache de celle de la majorité des États du subcontinent : une véritable confiscation du territoire se traduisant par le contrôle du pouvoir sur les fonctionnaires, la manipulation des équilibres entre pouvoir national et pouvoirs locaux, une tutelle exercée par le chef de l'État ou par ses proches sur le fonctionnement des entreprises. La mise sous tutelle présidentielle de la fonction publique se traduit depuis la transmission de l'État colonial par la quasi-obligation – sauf pour les universitaires, isolat toléré du fait de la rareté de leurs diplômes et de leur éloignement du pays réel – de l'affiliation au parti présidentiel (D. Galibert, 2009b, p. 162 *sq.*) Les manipulations de l'organisation du territoire, quant à elles, caractérisent tous les régimes. Sous la Première République (1959-1972), la municipalité de la capitale était placée sous la tutelle d'un Secrétaire général nommé par la présidence et les provinces étaient dépourvues d'organes délibérants, leurs conseils généraux n'ayant que des compétences gestionnaires. La multiplication des collectivités territoriales élues sous la Deuxième République (1975-1992) est contrecarrée par l'encadrement d'un multipartisme limité au sein d'un Front national pour la défense de la révolution (FNDR). Sous la Troisième République (1992-2010), la création de provinces autonomes en 1998 est neutralisée par l'étranglement budgétaire et par la manipulation des votes et des listes électorales, puis ces provinces sont supprimées par référendum le 4 avril 2007 et remplacées par des régions dirigées chacune par un élu, mais subdivisées en districts dont les responsables sont nommés par l'État et dépendent directement du ministère de l'Intérieur.

Cette clôture structurelle du territoire est complétée par la transformation des assemblées législatives en chambres d'enregistrement et par le caractère instable et poreux de tous les corps intermédiaires susceptibles de former une société civile. Depuis la fondation de l'État républicain en 1959, la neutralisation de la capacité décisionnelle des députés revêt des formes récurrentes. La grande majorité d'entre eux ne possède pas de bagage universitaire, y compris sous les Deuxième et Troisième Républiques, alors que la première université est créée à Antananarivo en 1962 et que les lois sont discutées et rédigées en français, avant d'être traduites en malgache par un service spécialisé de la Primature et d'être publiées en version bilingue au *Journal officiel* (Galibert, 2009b, p. 227-231). Le tourniquet électoral est considérable au cours des trois Républiques, un examen attentif des cohortes parlementaires démontrant que la plupart des élus n'effectuent qu'un seul mandat (Galibert, 2009b, p. 411-422). À cet égard, l'exclusion des listes de

candidats d'environ 80 % des parlementaires sortants du parti présidentiel à la veille des élections législatives de 2007 (Larbuissou, 2010a, p. 17) ne constitue aucunement une innovation.

II - Une géographie violente du politique : du verrouillage à l'écèlement

En amont des aspects brutaux de la conjoncture politique actuelle, on relève trois tendances lourdes de la trajectoire postcoloniale du politique à Madagascar, repérables avec une intensité croissante dès l'Indépendance. La position de retrait de l'élite intellectuelle et universitaire dans le débat politique n'a connu une courte éclipse qu'à la charnière des années 1960 et 1970, au cours des années d'intenses débats ayant accompagné la chute du président Philibert Tsiranana et l'intermède du régime militaire transitoire, prélude à la mise en place de la Deuxième République. La consolidation du pouvoir autoritaire de Didier Ratsiraka en juin 1975 réduit les intellectuels au silence ou à l'allégeance. La fin de la censure en 1989 et la transition démocratique ne modifient pas substantiellement cette précarité, la paupérisation de la classe moyenne et l'astreinte des intimidations informelles ayant pris le relais. La fuite des cerveaux est une réalité, mais elle est freinée par la fermeture progressive de l'Union européenne : elle concerne surtout les professions techniques et médicales. La position d'exil intérieur de tous les esprits indépendants de l'élite citadine formée à l'histoire et aux sciences sociales est soulignée par la floraison des blogs et par l'usage généralisé de pseudonymes, derrière lesquels se déploient depuis les années 1990 de furieuses empoignades virtuelles. Cette micro-société constitue un réseau déterritorialisé au sein duquel plus personne ne sait exactement qui parle, ni à partir de quel lieu, dans le partage d'un imaginaire malgache transnational construit avec la diaspora, largement décroché d'une implication concrète dans l'agenda politique. En contrepoint de cette libération d'une parole numérique largement anonyme et du caractère souvent anecdotique des interventions téléphoniques fleurissant dans les émissions de radio interactives, il est frappant de constater à quel point les débats de fond susceptibles de fournir la charpente d'un espace public territorialisé restent verrouillés. L'interpénétration entre les ONG et le pouvoir est une réalité partagée avec l'Afrique subsaharienne (Otayek, 2009, p. 209-226), de même que la fragilité et la faible diffusion des médias à l'échelle nationale. On citera ainsi la rareté des ONG civiques non partisans engageant une réflexion dans le long terme sur la définition d'un véritable contrat national, à l'exception notable du SEFAFI / Observatoire de la vie

publique¹⁵, fondé à la veille de l'élection présidentielle de décembre 2001 à l'initiative d'un petit groupe de cadres et d'intellectuels majoritairement catholiques. Le débat organisé par l'université d'Antananarivo lors du cinquantenaire de l'insurrection de 1947, quant à lui, prend la forme d'un séminaire à huis clos, à l'usage interne des enseignants-chercheurs et de leurs doctorants, dans un local extérieur à l'université situé à la périphérie de la capitale. Le pluralisme de la presse écrite et télévisuelle est indéniable à la veille du déclenchement de la crise en décembre 2008 (Galibert, 2009a, p. 141)¹⁶, mais son impact politique est freiné par la modestie des tirages, le caractère très fragmentaire de la couverture des chaînes et les comportements de complaisance et d'autocensure liés à l'indigence des journalistes et à la crainte des représailles.

La « grande falsification » (Hibou, 1997, p. 105-158) de l'État de droit est une ligne de force de l'espace politique postcolonial à Madagascar. Elle se traduit par la transgression insidieuse du droit constitutionnel et par la complaisance des décisions de justice¹⁷. Ce qui est nouveau, c'est d'abord la levée du code d'énonciation des changements politiques. Là où s'imposait un juridisme pointilleux couvrant le rôle de levier inégalement spontané de la rue et le surgissement soigneusement décalé dans le temps d'un nouvel homme providentiel, le désordre institutionnel s'installe et les apparences de l'ordre public s'amenuisent. Au sein de la multiplication des exemples, on citera la naissance impromptue des nouveaux organes du pouvoir, le blocage des accords de compromis signés lors des sessions de négociation organisées en Afrique australe par les médiateurs internationaux, la variation incessante des modalités et du calendrier des consultations électorales destinées à mettre fin au contentieux.

La fonction présidentielle de Andry Rajoelina est instaurée par la proclamation qu'il en fait lors d'un meeting tenu le 31 janvier 2009 à Antananarivo, en dehors de toute procédure formelle d'organisation d'un organe d'opposition au régime de Marc Ravalomanana. Le même effacement institutionnel s'applique à la nomination de Monja Roindefo comme Premier ministre et à la proclamation d'un organe délibérant aux contours encore non définis, la Haute Autorité de la Transition (HAT), le 7 février suivant¹⁸. Dès

15 SEFAFI : *Sehatra Fanaraha-Maso ny Fiainam-Pirenena*.

16 Le 13 décembre 2008, la chaîne VIVA TV appartenant à Andry Rajoelina est suspendue à la suite de la diffusion d'une interview de l'ex-président Didier Ratsiraka, faisant du jeune maire d'Antananarivo le rassembleur d'une coalition hétérogène de politiciens et d'entrepreneurs mécontents.

17 Pour la période antérieure à l'arrivée au pouvoir de Marc Ravalomanana en 2002, voir : Galibert, 2009b, p. 66-75. Pour la présidence de Marc Ravalomanana, voir en particulier : Vivier, 2007, p. 107-120.

18 Après la chute du président Marc Ravalomanana le 17 mars, une ordonnance présidentielle du 19 mars 2009 lui octroie les pouvoirs de l'Assemblée nationale et du Sénat.

lors, le président gouverne par ordonnances et les institutions mises en place par le pouvoir n'ont proposé aucun texte législatif. Les accords de Maputo 1 (5-8 août) et 2 (25-27 août) débouchent sur la signature d'une Charte entérinant la présidence de Andry Rajoelina et définissant des institutions provisoires, mais achoppent sur le choix du gouvernement. Monja Roindefo n'en est pas moins reconduit unilatéralement comme Premier ministre le 4 septembre 2009, avant de céder la place à Eugène Mangalaza, Premier ministre de consensus désigné le 7 novembre aux termes d'un « acte additionnel » à la Charte de transition, négocié à Addis-Abéba sous la pression des médiateurs internationaux. Le 30 novembre, Andry Rajoelina annonce à la télévision qu'il ne repartira pas négocier à l'étranger, puis il saisit l'opportunité d'une troisième réunion organisée sans lui à Maputo du 3 au 8 décembre à l'initiative de l'ex-président mozambicain Joaquim Chissano et en présence d'Eugène Mangalaza, afin de choisir une liste nominative de ministres. Il dénonce le 18 décembre 2009 les accords de Maputo 1 et 2, ainsi que les principes d'une tutelle étrangère de médiation et d'une négociation avec les trois « mouvances » – factions politiques – d'opposition ; la HAT devient un Haut Conseil de la Transition (HCT). Le 20 décembre, le colonel Camille Vital est nommé par ordonnance présidentielle Premier ministre.

Le calendrier électoral de la transition vers la Quatrième République est erratique. Le premier sommet de Maputo fixait la durée maximale de la transition à 15 mois. Le 16 décembre 2009, Andry Rajoelina annonce des élections législatives pour le 20 mars suivant, avant l'adoption d'une Constitution. La priorité d'un référendum constitutionnel est cependant reconnue le 5 mars 2010. Le 3 mai, la « feuille de route » présentée aux chefs de l'armée prévoit un référendum constitutionnel le 11 août 2010 et des élections législatives le 1^{er} octobre. Le 12 mai, la date évoquée dans un discours télévisé d'Andry Rajoelina est le 30 septembre suivant. Du 9 au 13 août, le pouvoir rassemble 99 partis politiques, constituant un « Espace de concertation des partis politiques » (ESCOPE) : une Conférence nationale est prévue du 30 août au 3 septembre suivants, le référendum constitutionnel est fixé au 17 novembre, les élections législatives au 15 décembre de cette même année 2010. La Conférence nationale se tient fin septembre et confirme le référendum ; les élections législatives sont reportées au 16 mars 2011. Le référendum se tient au jour fixé malgré le boycott de l'opposition, avec une participation officielle de 52,61 % et 74,19 % de « oui ». Le 8 janvier 2011, les élections législatives sont reportées *sine die* et ne se sont pas tenues à la date de rédaction de cet article, fin juillet 2011.

Le délitement de l'armée constitue le second symptôme majeur de cette désinstitutionnalisation. Le renversement de Marc Ravalomanana est

préparé par la mutinerie le 8 mars du Corps d'administration et des services du personnel de l'armée de terre (CAPSAT), commandé par un colonel dont Andry Rajoelina fera ensuite un général de brigade et un ministre de la Défense. Ces hommes forment le noyau de la faction qui, le 17 mars, arrête les trois plus hauts gradés de l'armée, constitués en directoire militaire auquel le président Marc Ravalomanana vient de transférer ses pouvoirs. Un autre régiment cantonné à Antananarivo se mutine brièvement contre le nouveau pouvoir le 28 décembre 2009. Les Forces d'intervention de la Gendarmerie nationale (FIGN) s'enferment dans leur camp situé au cœur de la capitale (Fort-Duchesne) le 10 février 2010, avant de se mutiner le 19 mai. L'assaut est donné le lendemain par des éléments de l'armée, de la gendarmerie et de la police, avec des pertes minimales de 3 à 4 morts. Motif affiché : l'argent distribué au chef de corps par l'ex-président pour déclencher une contre-mutinerie n'a pas été réparti. Le 27 mars 2010, le général Noël Rakotonandrasana, ancien chef du CAPSAT devenu ministre de la Défense, avait reçu une centaine d'officiers dans son ministère. Il est démis le 7 février, Andry Rajoelina le suspectant de préparer un coup d'État. L'État malgache a cessé de constituer un rhizome doté de sa cohérence interne pour devenir un État fragile (Reno, 2000, p. 57-74), dépourvu de véritable pouvoir de polarisation parce qu'il ne correspond plus à aucun équilibre factionnel.

III - Une reconfiguration géopolitique de l'Afrique australe ?

La crise malgache coïncide avec des mutations territoriales beaucoup plus larges, affectant aussi bien les hésitations de la politique africaine de la France que la montée des enjeux liés à l'accès aux ressources naturelles et à la gouvernance des équilibres environnementaux, dans le contexte de la percée d'acteurs émergents. La conviction selon laquelle le renversement de Marc Ravalomanana serait une opération téléguidée par l'ancienne puissance coloniale constitue un lieu commun largement partagé dans tout Madagascar, y compris chez une partie des partisans d'Andry Rajoelina eux-mêmes. La main de l'étranger – en particulier de la France – est une figure récurrente de l'imaginaire des crises politiques à Madagascar (Rajaonah, 2002, p. 183-206), mais la réalité apparaît plus complexe. Qu'elles aient un caractère institutionnel ou académique, les analyses générales les plus récentes de la politique de la France en Afrique (Châtaignier, 2006, p. 247-261 ; Gounin, 2009) font état d'une double évolution, repérable dans le positionnement officiel de la France depuis le début de l'internationalisation de la crise malgache, en février 2009. Les relations interpersonnelles entre chefs d'État s'estompent avec le changement de génération, de même que – plus lentement – la charge affective contradictoire liée à la relation postcoloniale. De ce point de vue,

la mutation était déjà faite sous la présidence malgache précédente, même si Marc Ravalomanana avait accepté d'accueillir le sommet de la Francophonie en 2010. Il n'existait aucune relation personnelle entre lui et Jacques Chirac, à tel point que leur prise de contact à Paris le 27 avril 2003 ne figurait pas sur l'agenda initial et a été improvisée grâce à la médiation de la chancellerie allemande Angela Merkel. De fait, Andry Rajoelina n'est pas dépourvu d'interlocuteurs français depuis sa prise de pouvoir, mais il s'agit de relations de circonstance, ne correspondant nullement à l'affichage d'une stratégie préétablie. On citera ainsi le député UMP de Beauvais, Jean-François Mancel, lequel avait reçu Norbert Lala Ratsiraohana, proche conseiller d'Andry Rajoelina, en 1999 : il lui ménage une rencontre avec un groupe de députés et de sénateurs à Paris, le 2 avril 2010, malgré l'opposition du sénateur UMP Jean Faure, président du groupe d'amitié France-Madagascar dans cette assemblée. De même, les *go between* français présents dans une tribune officielle désertée par les officiels étrangers, le jour de la fête nationale du 26 juin 2009, se situent à l'intérieur d'un triangle informel dénotant surtout un certain manque d'unité de la politique française. Des trois avocats d'affaires, Robert Bourgi est le seul qui se réclame de l'héritage de Jacques Foccart et qui possède ses entrées auprès de Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, tout en ayant cultivé un lien direct avec les chefs d'État de l'Afrique francophone, en particulier Omar Bongo. Les deux autres, Philippe Leclerc et Ann-Philippe de la Giraudière, paraissent surtout à l'affût des commissions liées à la tentative de montage d'expédients financiers liés à la suspension des aides internationales : la taxation des importations malgaches à la source et celle des communications téléphoniques internationales (*La Lettre de l'Océan Indien*, 8 janvier 2011). Leurs relations paraissent inexistantes avec le ministère des Affaires étrangères ; elles ne sont pas même clairement avérées avec la cellule « Afrique » de l'Élysée. La seconde évolution est clairement définie dans les articles (Châtaignier, 2006, p. 247-261 ; Gounin, 2009), rédigé par l'actuel ambassadeur de France à Madagascar, Jean-Marc Châtaignier. Il s'agit de la priorité accordée au multilatéralisme, aussi bien aux échelles continentales européenne et africaine qu'à l'échelle mondiale. Dû à des impératifs budgétaires, à la méfiance de l'opinion française à l'égard des engagements en Afrique et à la conscience de la montée en puissance régionale de l'Afrique du Sud¹⁹, ce choix a dicté jusqu'à présent l'alignement de la France sur les positions de l'ONU, de l'UE et des organisations internationales africaines. La question d'un transfert du *leadership* diplomatique vers l'Afrique du Sud doit être posée. C'est elle qui suscite l'opposition de la majorité des pays d'Afrique à la prise de parole d'Andry Rajoelina devant l'Assemblée générale

19 Admise au sein du G20 dont la France assure la présidence pour 2011, l'Afrique du Sud est candidate à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité, avec le soutien de la France.

de l'ONU, le 25 septembre 2009. Son président, Jacob Zuma, accueille à Pretoria du 27 au 29 avril 2010 une vaine réunion de négociation entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, après l'échec du processus dit « de Maputo ». C'est encore l'Afrique du Sud qui refuse d'abandonner l'exigence de l'autorisation du retour à Madagascar de Marc Ravalomanana, lors d'une réunion bilatérale avec le président de la RDC, Joseph Kabila, tenue le 21 juin à Lumumbashi. Cette déclaration fait suite à un communiqué final jugé trop conciliant du sommet de la SADC²⁰ que l'Afrique du Sud avait elle-même exigé pour définir une position régionale commune, depuis la publication le 31 janvier 2011 d'une « feuille de route » présentée par l'ex-ministre des Affaires étrangères mozambicain Leonardo Simão.

L'acceptation française du multilatéralisme est aussi dictée par l'évaluation exacte de la *realpolitik* chinoise en Afrique et dans l'océan Indien. Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, celle-ci est intégrée de droit au dispositif de médiation internationale en tant que membre du Groupe international de contact formé dès le 16 avril 2009 à la demande de l'UA. Elle accepte cependant le rôle de bailleur de fonds intérimaire en achetant la quasi-totalité de la production malgache de bois de rose (Randriamalala et Liu, 2010, p. 1)²¹, essence jusque-là interdite à l'exportation et abattue, pour l'essentiel, à l'intérieur de parcs nationaux et d'aires protégées. Plus qu'à un soutien pour le nouveau régime, ce double jeu renvoie à une logique macroéconomique à l'échelle continentale. Les importations de produits forestiers africains ne représentent en volume que 3 % du total de ce type d'échanges pour la Chine, mais cette part triple en volume et quintuple en valeur si l'on ne considère que les importations de grumes de bois précieux (Smith, 2009, supplément VII). À une échelle beaucoup plus modeste, cette politique est comparable à celle qui a été choisie pour le Soudan, pour lequel la Chine est désormais le premier client pétrolier. Le versement immédiat à la banque centrale malgache d'une provision de 100 000 US\$, consécutif à la signature le 5 avril 2011 d'un protocole d'autorisation de prospection de fer (*WISCO Soalala Iron* ..., 2011) par le consortium *Wisco Soalala Iron*, entre dans la même logique : construire rapidement un réseau d'approvisionnement en produits bruts en exploitant les marchés libérés par les préalables idéologiques des bailleurs de fonds occidentaux.

20 Il s'agit en fait de l'enchaînement de deux sommets supplémentaires en Afrique australe, celui que la Commission de défense, de paix et de sécurité de la SADC convoque à Gaborone (Botswana) du 6 au 8 juin et celui des chefs d'État de la SADC à Sandton, à nouveau en Afrique du Sud, les 11 et 12 juin 2011. Andry Rajoelina accepte chaque fois le déplacement. Il s'agit de rencontres strictement africaines.

21 Environ 36 700 tonnes ont été exportées dans 1 187 conteneurs à destination quasi exclusive de la Chine (50 tonnes d'ébène vers l'Allemagne), pour un prix de vente estimé à 220 millions de dollars américains. Ces exportations ont généré 20,5 millions de dollars (41 milliards d'ariary, en prenant un taux moyen de 2 000 ariary pour un dollar) de recettes pour l'État malgache [...].

*

Cette mise en réseau multilatérale est vécue comme une agression par l'ensemble de la société malgache, toutes « mouvances » confondues. Pour les foules citadines mobilisées autour d'Andry Rajoelina entre janvier et mars 2009, elle démontre la continuité de la compétition inégale avec des firmes transnationales dont le prédécesseur de Marc Ravalomanana était accusé d'être devenu le pourvoyeur, aliénant la terre des ancêtres. Les nantis de la classe dirigeante en formation restent divisés, ceux qui avaient souffert de leur mise à l'écart au profit de l'empire économique de l'ex-président se situant encore dans une logique de récupération. Il demeure que l'hostilité aux médiations africaines est générale. Elle est attestée par le rejet unanime de la feuille de route définie en janvier 2011 et avalisée, avec l'exigence supplémentaire du retour immédiat de Marc Ravalomanana, par les chefs d'État de la SADC. Les partisans de l'ex-président récusent la capacité d'Andry Rajoelina de nommer les membres du gouvernement et des institutions législatives provisoires à partir de listes présentées par les « Acteurs politiques Malgaches ». Les tenants du pouvoir actuel récusent la reconnaissance des « mouvances » correspondant aux clientèles des trois précédents présidents de Madagascar, et plus encore l'exigence du retour de Marc Ravalomanana, susceptible de reprendre ses habits d'homme providentiel devant la persistance des abus dont il était rendu responsable. La totalité de la société, acteurs politiques et anonymes confondus, est absolument exaspérée par le dernier point du document, soumettant tout conflit d'interprétation de cette charte rédigée par un diplomate mozambicain à l'arbitrage de la SADC. Ici se noue le conflit symbolique sous-tendant l'instabilité pérenne, plus encore que l'intérêt à court terme de la faction dirigeante. L'effacement politique des institutions religieuses et la contradiction non résolue entre la matrice monarchique et le modèle républicain se conjuguent avec une conscience insulaire faisant de l'île un sanctuaire réfractaire, simultanément, à la capacité de polarisation d'une puissance continentale émergente et à une exploitation transnationale des ressources, assimilée à une nouvelle colonisation. Plus encore que d'un conflit d'intérêts, c'est d'un flottement complet du politique qu'il s'agit.

N.B. : Depuis la rédaction de cet article, une nouvelle feuille de route avalisée par l'ensemble des chefs d'État de la SADC à l'issue du sommet de Sandton (Afrique du Sud) le 12 juin 2011 a été paraphée à Antananarivo par la quasi-totalité des forces politiques et des acteurs de la société civile le 16 septembre. Sa mise en œuvre reste cependant un enjeu.

Bibliographie

Banque mondiale, Washington, Antananarivo, 2010 - Madagascar. Revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement. Analyse d'économie politique de la gouvernance à Madagascar. Antananarivo : Banque mondiale, rapport n° 54277-MG, décembre.

Bayart J.-F., 2006 - L'État en Afrique. La politique du ventre. Paris : Fayard, 439 p.

Châtaignier J.-M., 2006 - Principes et réalités de la politique africaine de la France. *Afrique contemporaine*, Paris, n° 220, 2006/4, p. 247-261.

Claval P., 2010 - Les Espaces de la politique. Paris : Armand Colin.

Darbon D. et Crouzel I., 2009 - Administrations publiques et politiques publiques des Afriques. In : Gazibo M. et Thiriot C. - *Le Politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*. Paris : Karthala, p. 71-101.

Galibert D., 2009a - Mobilisation populaire et répression à Madagascar. Les transgressions de la cité culturelle. In : Afrique, la globalisation par les Suds. *Politique africaine*, Paris, n° 113, mars, p. 139-151

—, 2009b – *Les Gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002)*. Paris : Karthala, dont les chapitres :

- La grande falsification, p. 66-75 ;
- Les langues du pouvoir, p. 227-231 ;
- Une circulation inégalitaire du pouvoir politique, p. 411-422 ;
- La mémoire matricielle des monarchies, p. 445-481.

Gazibo M. et Thiriot C., 2009 - Le politique en Afrique dans la longue durée : historicité et héritages. In : Gazibo M. et Thiriot C. - *Le Politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*. Paris : Karthala, p. 34-37.

Gounin Y., 2009 - La France en Afrique. Le combat des Anciens et des Modernes. Bruxelles : De Boeck, 192 p.

Hibou B., 1997 - Le 'capital social' de l'État falsificateur, ou les ruses de l'intelligence économique. In : Bayart J.-F., Ellis S. et Hibou B. - *La Criminalisation de l'État en Afrique*. Bruxelles : Complexe, p. 105-158.

La Lettre de l'Océan Indien, n° 1300, 8 janvier 2011

Larbuissou Ch., 2010a - Madagascar : sortir du cycle de crises. In : *Rapport Afrique de Crisis Group N° 156*. Bruxelles : International Crisis Group, 18 mars

Larbuissou Ch., 2010b - Madagascar : la crise à un tournant critique ? In : *Rapport Afrique de Crisis Group N° 166*. Bruxelles : International Crisis Group, 18 novembre.

Otayek R., 2009 - La problématique 'africaine' de la société civile. In : Gazibo M. et Thiriot C. - *Le Politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*. Paris : Karthala, p. 209-226.

Rajaonah F.V., 2002 - Les imaginaires de l'étranger dans la crise malgache. In : Raison-Jourde F. et Raison J.-P., eds - Madagascar, les urnes et la rue. *Politique africaine*, Paris, n° 86, juin, p. 183-206.

Randriamalala H. et Liu Z., 2010 - Bois de rose de Madagascar : entre démocratie et protection de la nature. *Madagascar Conservation & Development*, 5/1.

Reno W., 2000 - Internal Wars, Private Enterprise, and the Shift in Strong State-Weak State Relations. *International Politics*, n° 37, p. 57-74.

Smith S., 2009 - La percée chinoise en Afrique. In : *Atlas de l'Afrique. Nouvelle édition*, Paris : Éditions Autrement, Supplément VII.

Vivier J.-L., 2007 - *Madagascar sous Ravalomanana. La vie politique malgache depuis 2001*. Paris : L'Harmattan.

—, 2007 - L'exercice du pouvoir. In : Vivier J.-L. - *Madagascar sous Ravalomanana. La vie politique malgache depuis 2001*. Paris : L'Harmattan, p. 107-120.

WISCO Soalala Iron moves step closer - \$350,000 for ONE to do an EIA?. URL: www.sobika.com, Site consulté le 06.04.11.

Résumé

La "crise" malgache constitue un paroxysme d'instabilité politique structurelle, installé depuis près de trois ans. Depuis février 2009, elle a suscité un faisceau de tractations nationales avortées, associées à de nombreuses missions internationales associant les bailleurs de fonds occidentaux et l'ensemble des organisations intergouvernementales africaines à vocation régionale ou continentale. La figure de l'homme providentiel doit être replacée dans une durée historique transversale par rapport au moment colonial. Cet acteur central constitue un "lieu" de mémoire, facteur d'originalité par rapport aux régimes militaires africains antérieurs aux transitions démocratiques. La crise de 2009-2011 s'inscrit ainsi dans une tendance lourde de l'exercice du pouvoir, la présidence restant mal détachée de la mémoire symbolique des monarchies traditionnelles, bien antérieures à la colonisation. Dans le temps court, la crise s'inscrit dans un processus nouveau de désinstitutionnalisation générale de la société, créant le risque d'un basculement de l'État malgache dans la catégorie des États fragiles, sans réelle capacité de polarisation de leur territoire. Il s'agit enfin d'examiner la réalité et les limites de l'hypothèse d'une reconfiguration géopolitique du Sud-ouest de l'océan Indien, caractérisée par la dilatation maritime d'une Afrique australe polarisée par l'Afrique du Sud.

MOTS-CLÉS : Madagascar, homme providentiel, mémoire symbolique, monarchies traditionnelles, désinstitutionnalisation, reconfiguration géopolitique, Afrique du Sud

| Abstract |

Rigidity and glocalization : anthropological aspects of the Madagascan crisis (2009-2011)

The so called Madagascan “crisis” seems finally as a three-year-old extreme process of structural political instability, which has aroused a range of aborted national negotiations and international peace-making attempts, linking the Western official sponsors and a large combination of African intergovernmental organizations, both at the regional and continental scales. The central figure of the providential man has to be replaced in a long-term history, spreading through a colonial period appearing as a while. This is a specific feature in comparison with the subsaharan African military powers, prior to the democratic transition processes. The “crisis” is framed in a long political trend, which looks hardly separated from the symbolical memory of the traditional monarchies. In the short time, the crisis is taking part to a new desinstitutionalization process of the whole society, driving Madagascar to become a fragile state without any ability to polarize his territory. The paper examines the hypothesis of a new geopolitical sea-oriented impulse of South Africa to the Indian Ocean.

KEYWORDS : *Madagascar, providential man, symbolical memory, traditional monarchies, desinstitutionalization, geopolitical reconfiguration, South Africa.*